

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 110.104 du 10 septembre 2002

A.116.462/VIII-2883

En cause : **NEUKERMANS** Robert,

rue J.-B. Baeck 32
1190 Bruxelles,

contre :

Le SELOR.

LE PRESIDENT F.F. DE LA VIII^e CHAMBRE DES REFERES,

Vu la demande introduite le 25 janvier 2002 par Robert NEUKERMANS tendant à la suspension de l'exécution de la décision du SELOR du 27 novembre 2001 selon laquelle le requérant n'a pas satisfait à l'épreuve informatisée de la sélection d'attachés de qualification générale pour le ministère et les organismes d'intérêt public régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la requête introduite le même jour par le même requérant qui demande l'annulation de la même décision;

Vu la note d'observations et le dossier administratif de la partie adverse;

Vu le rapport de M. PAQUET, auditeur au Conseil d'Etat;

Vu l'ordonnance du 14 août 2002 fixant l'affaire à l'audience du 6 septembre 2002 à 10.00 heures;

Vu la notification de l'ordonnance de fixation et du rapport aux parties;

Entendu, en son rapport, M^{me} DAURMONT, conseiller d'Etat;

Entendu, en ses observations, M. MOMMENS, conseiller général, comparaisant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. CUVELIER, auditeur au Conseil d'Etat;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que le 27 août 2002, le requérant a fait savoir au Conseil d'Etat qu'il ne serait pas présent à l'audience du 6 septembre 2002; qu'il résulte des termes employés par le requérant dans sa lettre qu'il ne souhaitait pas la remise de l'affaire à une date ultérieure; qu'à l'audience, il n'était ni présent ni représenté; que la demande de suspension doit donc être rejetée, conformément à l'article 4, alinéa 3, de l'arrêté royal du 5 décembre 2001 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

La demande de suspension est rejetée.

Article 2.

Les dépens sont réservés.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix septembre deux mille deux par :

M ^{me} DAURMONT,	conseiller d'Etat, président f.f.,
M. BLANJEAN,	greffier assumé.

Le Greffier assumé,

Le Président,

Th. BLANJEAN.

O. DAURMONT.